

Systèmes de production agricole, sécurité alimentaire et stratégies de résilience des ménages en zone post-conflit

M.K. BAHWERE^{1*}, B.M. LILALA¹, C.J. UZELE¹, P.S. KIMWANGA¹, E.Y. MUSANGANIA², J.B. WINGI³

(Reçu le 02/09/2026; Accepté le 18/10/2026)

Résumé

Cette étude analyse les systèmes de production agricole, la sécurité alimentaire et les stratégies de résilience des ménages de la Chefferie des Walendu Bindi, zone post-conflit du territoire d'Irumu (Ituri, RDC). Une enquête transversale a été conduite auprès de 150 ménages (cinq groupements, 30 ménages chacun) entre mars et novembre 2023, via un questionnaire structuré couvrant les variables socio-démographiques, les systèmes de production et la sécurité alimentaire (Score de Consommation Alimentaire; mesures anthropométriques via ENA for SMART). Les ménages pratiquent une agriculture familiale traditionnelle: main-d'œuvre familiale quasi exclusive (92,7 %), houe exclusive (100 %) et polyculture (85,3 %). Le SCA composite (35,0) indique une consommation alimentaire limite. La prévalence du retard de croissance chez les enfants de 6 à 59 mois atteint 82 % (dont 63,9 % sévère), près de trois fois le seuil d'urgence OMS de 40 %. Les stratégies dominantes sont l'emprunt alimentaire (72 %), le travail rémunéré chez autrui (49,3 %) et la réduction des rations (41,3 %). Ces résultats s'inscrivent dans la tendance régionale du rapport SOFI et de l'analyse IPC 2024 pour la RDC, et plaident pour des interventions combinant aide humanitaire d'urgence et renforcement durable des systèmes agricoles.

Mots-clés: Agriculture familiale, sécurité alimentaire, stratégies de résilience, zone post-conflit, Ituri, Score de Consommation Alimentaire, malnutrition chronique

Agricultural production systems, food security and household resilience strategies in post-conflict areas

Abstract

This study analyses agricultural production systems, food security status, and resilience strategies developed by households in the Walendu Bindi Chiefdom, a post-conflict area in Irumu territory (Ituri province, DRC). A cross-sectional survey was conducted among 150 households distributed across five administrative groups (30 households each) between March and November 2023. Data were collected using a structured questionnaire covering socio-demographic variables, production systems, and food security indicators (Food Consumption Score; anthropometric measurements via ENA for SMART). Results show that households practice traditional family farming: near-exclusive reliance on family labour (92.7%), hand hoe use (100%), and mixed cropping (85.3%). The composite FCS (35.0) signals borderline food consumption. Stunting prevalence among children aged 6–59 months reaches 82%, with 63.9% in the severe category, nearly three times the WHO emergency threshold of 40%. Primary resilience strategies are food borrowing (72%), working in others' fields (49.3%), and reducing daily rations (41.3%). These findings align with the regional trends documented in SOFI 2024 and the IPC analysis for the DRC, and underscore the need for interventions combining emergency food assistance with sustainable agricultural development.

Keywords: Family farming, food security, resilience strategies, post-conflict zone, Ituri, Food Consumption Score, chronic malnutrition

INTRODUCTION

L'agriculture familiale assure environ 80 % de la production alimentaire en valeur à l'échelle planétaire et représente près de 80 % des exploitations agricoles en Afrique subsaharienne, où elle emploie 75 % des actifs du secteur (FAO, 2014). A mi-parcours des Objectifs de Développement Durable, le rapport SOFI 2024 révèle que 733 millions de personnes souffrent encore de la faim, que plus d'un cinquième de la population africaine, soit plus de 307 millions de personnes reste sous-alimenté, et que ce chiffre est en augmentation constante depuis 2020 (FAO *et al.*, 2024). En Afrique subsaharienne, le nombre de personnes en insécurité alimentaire aiguë a bondi de 67 % entre 2016 et 2021, sous l'effet conjugué des conflits armés, des chocs climatiques et des crises économiques (IFPRI, 2023; FSIN, 2024).

La République Démocratique du Congo concentre la plus grande crise alimentaire d'Afrique: selon le Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire (IPC), environ 25,6 millions de personnes soit, 22 % de la population analysée se trouvaient en phase de crise ou d'urgence alimentaire (IPC phase 3 ou plus) entre juillet et décembre 2024 (FAO & IPC, 2024). Les conflits persistants dans l'Est du pays perturbent la production agricole, déplacent les populations rurales et détruisent les infrastructures essentielles (PAM, 2023).

La Chefferie des Walendu Bindi, territoire d'Irumu, province de l'Ituri, s'inscrit dans ce contexte de crise systémique. Clas-

sée zone en situation d'urgence alimentaire par les organismes humanitaires (FEWS NET, 2023), elle concentre une population rurale dont l'agriculture de subsistance est confrontée à des contraintes structurelles multiples: accès limité aux intrants, absence de crédit agricole, dégradation des sols, défaillance des services de vulgarisation et persistance d'un environnement instable (Lebailly *et al.*, 2014). Des études récentes confirment que de tels systèmes, dépourvus d'appui technologique, peinent structurellement à combler le fossé de rendement nécessaire pour atteindre la sécurité alimentaire durable (Abdul Rahman *et al.*, 2024; Ongoma *et al.*, 2025).

Face à la dégradation des conditions alimentaires, les ménages ruraux développent des stratégies de résilience dont la nature et l'intensité renseignent sur le degré de vulnérabilité atteint. Des travaux récents en Afrique de l'Ouest (Maitre d'Hôtel *et al.*, 2023) et en Afrique de l'Est (Muriuki *et al.*, 2024) montrent que lorsque ces stratégies se concentrent sur l'appauvrissement des actifs et l'endettement alimentaire, elles compromettent la reprise à long terme. Des approches agroécologiques, polyculture, agroforesterie, intégration culture élevage ont démontré leur potentiel pour renforcer la résilience alimentaire des petits exploitants dans des contextes analogues (Dagunga *et al.*, 2023; Akanmu *et al.*, 2023), mais leur adoption demeure limitée dans les zones d'instabilité sécuritaire.

La présente étude vise à: (i) caractériser les systèmes de production agricole des ménages de la Chefferie des Walendu Bindi; (ii) évaluer leur état de sécurité alimentaire et nutrition-

¹ Département d'Économie Agricole, Institut Facultaire des Sciences Agronomiques de Yangambi, République Démocratique du Congo

² Faculté des Sciences Agronomiques, Université Catholique du Graben, Butembo, République Démocratique du Congo

³ Ministère d'Agriculture et Sécurité Alimentaire, Bunia, République Démocratique du Congo

nelle; et (iii) identifier les stratégies de résilience développées face à l'insécurité alimentaire. Ses résultats contribuent à documenter empiriquement une zone post-conflit peu étudiée et à informer les acteurs humanitaires et décideurs publics sur les interventions prioritaires et ciblées.

MATÉRIEL ET MÉTHODES

Zone d'étude

L'étude a été conduite dans la Chefferie des Walendu Bindi, territoire d'Irumu, province de l'Ituri, RDC. Cette chefferie, classée zone en situation d'urgence ou de crise alimentaire (FEWS NET, 2023), est composée de cinq groupements administratifs. Son économie repose principalement sur l'agriculture de subsistance dans un contexte de sortie de conflit armé prolongé. L'Ituri figure parmi les provinces les plus affectées par l'insécurité alimentaire chronique en RDC (FAO et IPC, 2024).

Plan d'échantillonnage et collecte des données

L'étude repose sur une enquête transversale menée entre mars et novembre 2023. L'échantillon comprenait 150 ménages sélectionnés par tirage aléatoire stratifié proportionnel au sein des cinq groupements (30 ménages par groupement). Les données ont été collectées à l'aide d'un questionnaire structuré administré en face à face auprès du chef de ménage ou de son représentant, couvrant trois dimensions: (a) les caractéristiques socio-démographiques; (b) le système de production agricole (accès au foncier, cultures, outils, main-d'œuvre, contraintes); (c) la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel (fréquence de consommation, SCA, mesures anthropométriques).

Variables et indicateurs mesurés

Score de Consommation Alimentaire (SCA)

La sécurité alimentaire ménagère a été évaluée par le Score de Consommation Alimentaire (SCA) du Programme Ali-

mentaire Mondial (PAM, 2009). Cet indicateur composite pondère la fréquence hebdomadaire de consommation de huit groupes d'aliments par leur valeur nutritive. Les seuils retenus sont: $SCA < 28$ = consommation pauvre; $28 \leq SCA \leq 42$ = consommation limite; $SCA > 42$ = consommation acceptable. Le SCA demeure l'indicateur de référence pour l'évaluation rapide de la sécurité alimentaire dans les contextes d'urgence humanitaire (Ndiaye, 2014; FSIN, 2024).

État nutritionnel des enfants

L'état nutritionnel des enfants de 6 à 59 mois a été évalué par mesures anthropométriques (poids, taille, périmètre brachial). Les indices Poids pour taille (P/T), Taille pour âge (T/A) et Poids pour âge (P/A), exprimés en scores Z, ont été calculés via le logiciel ENA for SMART par référence aux normes OMS, SMART. (2006). Le seuil diagnostique retenu est le score $Z < -2$ pour la malnutrition modérée et < -3 pour la forme sévère. Les estimations conjointes (UNICEF et al., 2025) constituent le cadre de référence comparatif.

Stratégies de résilience

Les stratégies de résilience ont été collectées via une liste de vérification (checklist) distinguant les mécanismes d'adaptation immédiats (réduction des rations, emprunt) et les stratégies préventives (stockage, maraîchage). Ce cadre analytique est cohérent avec l'approche du Coping Strategy Index (CSI) du PAM, validée dans les contextes d'urgence humanitaire en Afrique subsaharienne (ACF, 2009).

Analyse statistique

Les données ont été saisies et analysées sous SPSS version 23 IBM 2015. Les statistiques descriptives (fréquences, moyennes, écarts-types) ont été calculées pour l'ensemble des variables. Les indices anthropométriques ont été calculés via ENA for SMART, par référence aux normes OMS. Les prévalences de malnutrition sont présentées avec leurs intervalles de confiance à 95 %.

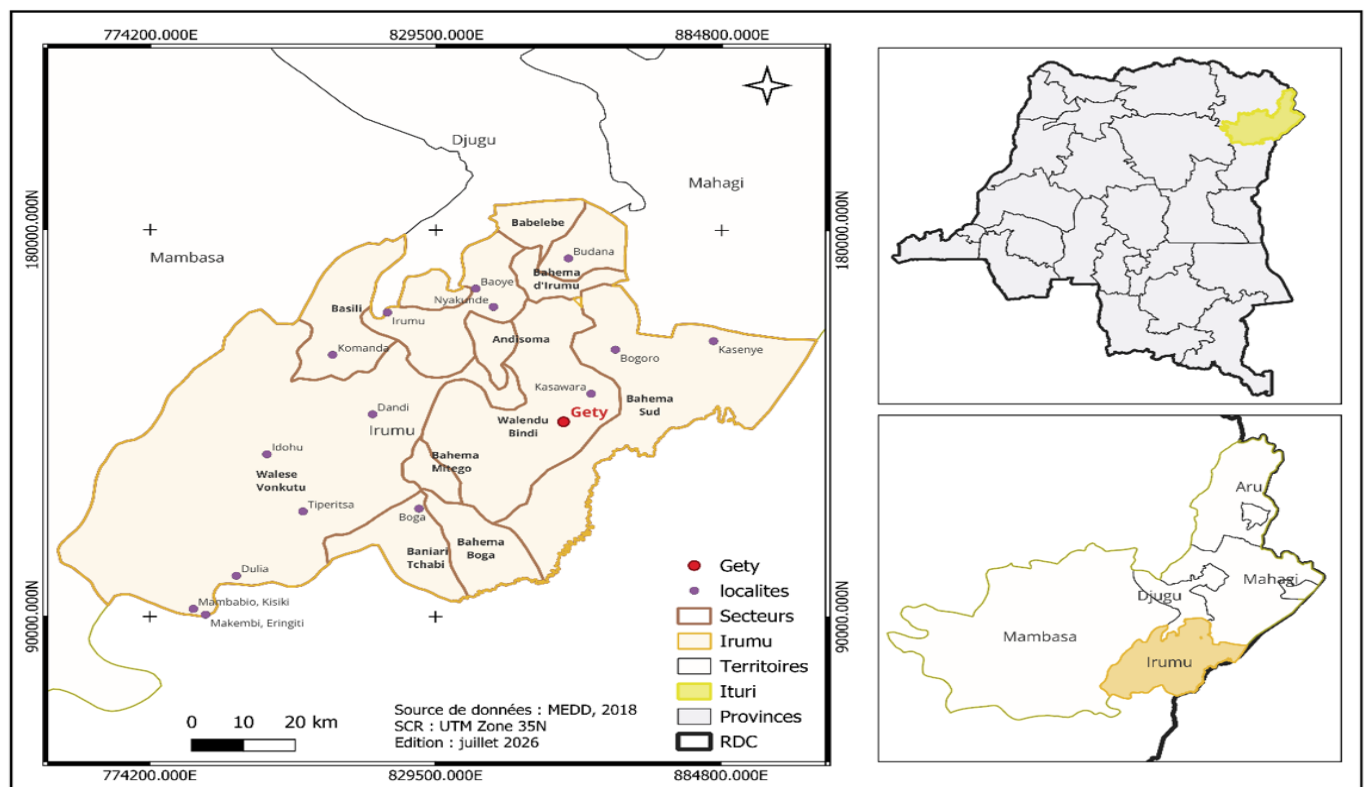


Figure 1: Carte de localisation du milieu d'étude

RÉSULTATS

Caractéristiques socio-démographiques des ménages

L'échantillon est composé majoritairement de ménages dirigés par des chefs masculins, dont l'activité principale déclarée est l'agriculture et l'élevage (Tableau 1). Les sources de revenus secondaires sont diversifiées (commerce, artisanat, aides et dons).

Systèmes de production agricole

Accès au foncier et superficies cultivées

La quasi-totalité des ménages cultive ses propres terres (propriété familiale ou coutumière). La superficie moyenne est de 0,155 ha par ménage, avec une moyenne de deux champs. Ces superficies confirment le caractère de subsistance de l'agriculture, très en deçà du seuil de 2 ha, et cohérentes avec le profil des petits exploitants vulnérables identifiés par Abdul Rahman *et al.* (2024) en Afrique subsaharienne.

Cultures pratiquées et systèmes d'association

Les principales cultures sont le manioc, le haricot, le maïs et l'arachide. La polyculture prévaut (85,3 % des ménages): l'association Manioc-Haricot-Maïs est la plus répandue (57,0 %), suivie de Manioc-Haricot (17,2 %) et de Manioc-Maïs (7,03 %). La rotation des cultures n'est pratiquée que par 39,6 % des ménages. La prédominance de la polyculture correspond à des pratiques de diversification agroécologique documentées comme facteurs de résilience des petits exploitants d'Afrique subsaharienne (Dagunga *et al.*, 2023; Akanmu *et al.*, 2023), bien que leur efficacité reste limitée ici par l'absence d'intrants de qualité.

Facteurs de production

Les outils sont exclusivement manuels: 100 % utilisent la houe, 98 % la machette. Aucun ménage ne dispose de tracteur ni d'animal de traction et aucun n'utilise d'engrais. La main-d'œuvre est essentiellement familiale (92,7 %), complétée par l'entraide (42,7 %) et le salariat occasionnel (36,7 %). Ce profil technologique correspond à la définition de l'agriculture à faible niveau d'intrants et contraste fortement avec les pratiques d'intensification durable nécessaires pour combler le yield gap en Afrique subsaharienne (Ongoma *et al.*, 2025).

Production animale

L'élevage est pratiqué par une fraction des ménages. Les espèces les plus représentées sont le caprin (70,2 % des éleveurs) et la volaille (65,8 %). La maladie constitue la contrainte principale (91,9 % des répondants). Cette intégration culture élevage, même à faible intensité, correspond à un facteur de résilience reconnu (Akanmu *et al.*, 2023).

Contraintes à la production agricole

Outre l'insécurité politique, les principales contraintes déclarées sont la maladie des cultures (79,7 %), les ravageurs (14,8 %), la faible productivité (7,81 %), les aléas climatiques (grêle: 5,47 %) et le vol (4,69 %). Ces contraintes, cumulées aux effets persistants du conflit documentés par FEWS NET (2023) pour l'Ituri, limitent sévèrement les capacités productives.

Sécurité alimentaire et état nutritionnel

Accès aux marchés et fréquence de consommation

La majorité des ménages (57,7 %) vend ses surplus sur des marchés à moins de 5 km; 41,5 % fréquentent des marchés distants de 6 à 10 km. La fréquence de consommation journalière révèle que 66 % des ménages prennent deux repas par jour, 32 % trois repas et 0,67 % un seul repas. La fréquence de deux repas par jour est un indicateur de vulnérabilité alimentaire avancée, couramment observée dans les zones de conflit actif ou de post-conflit en Afrique centrale (PAM, 2021; FSIN, 2024).

Score de Consommation Alimentaire

Le SCA composite est de 35,0 (Tableau 2), situé dans la plage limite entre 28 et 42 selon les seuils PAM (Ndiaye, 2014). Cette valeur indique une qualité alimentaire inadéquate. L'analyse par groupe révèle une consommation prépondérante de tubercules (manioc: 5,4 j/semaine) et de légumes (4,89 j/semaine), au détriment des protéines animales (1,51 j/semaine) et des produits laitiers (0,15 j/semaine). Cette pauvreté en protéines et micronutriments d'origine animale est un facteur direct du retard de croissance observé, conformément aux données mondiales sur le lien entre malnutrition protéino-énergétique et déficits cognitifs chez l'enfant (Banque Mondiale, 2022).

Tableau 1: Profils socio-démographiques des ménages enquêtés (n = 150)

Variable	Modalité principale	Valeur
Sexe du chef de ménage	Masculin	62,7 (%)
Activité principale	Agriculture - Élevage	99,3 (%)
Niveau d'instruction	Primaire / Secondaire	48/39,3 (%)
Propriété foncière	Propriétaire/ familiale	53,3/64,7 (%)
Taille du ménage	Famille élargie	3-11 personnes

Tableau 2: Score de Consommation Alimentaire (SCA) des ménages enquêtés (n = 150)

Aliment	Groupe d'aliments	Pondération (A)	Nombre de jours de consommation au cours des 7 derniers jours (B)	Note A*B	Contribution (%)
Maïs, riz, sorgho, mil, pain et autres céréales	Céréales et tubercules	2	1,92	3,84	41,8 %
Manioc, pommes de terre et patates douces			5,4	10,8	
Haricots, pois, arachides en coques et noix de cajou	Légumes secs	3	1,65	4,94	14,1 %
Légumes, condiments et légumes-feuilles	Légumes	1	4,89	4,89	14,0 %
Bœuf, chèvre, volailles, Porc, œufs et poisson	Viande et poisson	4	1,51	6,05	17,3 %
Lait, yaourt et autres produits laitiers	Lait	4	0,15	0,59	1,7 %
Sucre et produits sucrés	Sucre	0,5	0,8	0,4	1,1 %
Huile et matières grasses	Huile	0,5	6,97	3,48	9,9 %
Score composite				35,0	

État nutritionnel des enfants de 6 à 59 mois

Les résultats anthropométriques révèlent une situation nutritionnelle de niveau catastrophique. La prévalence du retard de croissance (malnutrition chronique, T/A < -2 z-score) atteint 82 %, dont 63,9 % de forme sévère (T/A < -3 z-score) (Tableau 3). La malnutrition aiguë globale (P/T < -2 z-score) touche 6,7 % des enfants. L'insuffisance pondérale (P/A < -2 z-score) affecte 34,4 % des enfants, dont 9,8 % sous forme sévère. Par ailleurs, 57,3 % des ménages ont déclaré au moins un épisode de disette sur les trois mois précédant l'enquête. Le périmètre brachial moyen est de $15,2 \pm 1,2$ cm, avec 1,1 % des enfants en dessous du seuil critique de 12,5 cm.

Stratégies de résilience des ménages

Stratégies d'adaptation à l'insécurité alimentaire

Face aux épisodes d'insécurité alimentaire, l'emprunt d'aliments constitue la stratégie la plus fréquente

(72 %), suivie du travail rémunéré dans les champs d'autrui (49,3 %) et de la réduction des rations alimentaires (41,3 %). La diminution du nombre de repas est pratiquée par 34,7 % des ménages. Les stratégies impliquant une mobilisation d'actifs (vente d'animaux et d'autres biens: 20 % chacune) et l'emprunt d'argent (24,7 %) représentent des réponses secondaires. La migration vers la ville (1,33 %) ou vers un autre village (1,33 %) reste marginale.

Stratégies préventives contre la faim

Sur le plan préventif, le stockage des aliments après récolte est la pratique quasi universelle (97,3 %), suivi par le maraîchage (30 %), l'élevage de volaille (15,3 %) et l'utilisation de variétés précoces (7,33 %) (Tableau 4).

Tableau 3: Prévalences de malnutrition chez les enfants de 6 à 59 mois et comparaison aux références régionales (n = 150 ménages)

Indice anthropométrique		Valeur zone d'étude (%)
Ménage a connu la disette (cas de mal nutrition) durant au moins 3 mois	Oui	57,3
	Non	42,7
Poids pour taille	Prévalence de la malnutrition aiguë globale (<-2 z-score)	6,70
	Prévalence de la malnutrition aiguë modérée (<-2 z-score et ≥-3)	5
	Prévalence de la malnutrition aiguë sévère (<-3 z-score)	1,70
Taille pour âge	Prévalence du retard de croissance (<-2 z-score)	82
	Prévalence du retard de taille modérée (<-2 z-score et ≥-3 z-score)	18
	Prévalence du retard de taille sévère (<-3 z-score)	63,9
Poids pour âge	Prévalence de l'insuffisance pondérale (<-2 z-score)	34,4
	Prévalence de l'insuffisance pondérale modérée (<-2 z-score et ≥-3 z-score)	24,6
	Prévalence de l'insuffisance pondérale sévère (<-3 z-score)	9,80
Périmètre brachial	< 12,5 cm: seuil critique	1,1 (%)
	≥ 11,5 < 12,5 cm : Seuil modéré	98,9 (%)
		Moy. ± Écart type 15,2 ± 1,2

Tableau 4: Stratégies de résilience des ménages face à l'insécurité alimentaire (n = 150)

Stratégie de résilience	% Ménages	Phase IPC	Type de CSI
Emprunt d'aliments	72,0	Phase 3: Crise	Adaptation sociale
Travail rémunéré dans les champs d'autrui	49,3	Phase 3: Crise	Adaptation économique
Réduction de la ration journalière	41,3	Phase 3: Crise	Réduction consommation
Diminution du nombre de repas quotidiens	34,7	Phase 3: Crise	Réduction consommation
Emprunt d'argent	24,7	Phase 3: Crise	Endettement
Vente d'animaux	20,0	Phase 2: Stress	Vente d'actifs
Vente d'autres biens	20,0	Phase 2: Stress	Vente d'actifs
Stockage des aliments après récolte	97,3	Phase 1: Minimale	Précaution
Pratique du maraîchage	30,0	Phase 1: Minimale	Diversification
Élevage de volaille	15,3	Phase 1: Minimale	Diversification
Utilisation de variétés précoces	7,3	Phase 1: Minimale	Adaptation agronomique

Classification CSI selon ACF (2009).

DISCUSSION

Caractéristiques socio-démographiques des ménages

Le résultat confirme majoritairement que les ménages sont dirigés par des chefs masculins, dont l'activité principale déclarée est l'agriculture et l'élevage. Les sources de revenus secondaires sont diversifiées (commerce, artisanat, aides et dons). Ce résultat corrobore avec les affirmations de PAM (2021) et FEWS NET (2023) selon laquelle, la structure familiale élargie et le faible niveau d'instruction constatés sont cohérents avec les profils socio-économiques documentés dans les zones rurales congolaises affectées par les conflits.

Un système de production agricole traditionnel structurellement limité

Les résultats confirment que les ménages de la Chefferie des Walendu Bindi pratiquent une agriculture familiale de type traditionnel: outillage manuel exclusif, main-d'œuvre familiale quasi exclusive (92,7 %), superficies réduites (0,155 ha en moyenne) et absence totale d'intrants améliorés. Ces caractéristiques sont cohérentes avec le profil de l'agriculture de subsistance décrit par Lebailly *et al.* (2014) pour les zones rurales congolaises. Elles s'inscrivent dans la problématique plus large des smallholder farming systems d'Afrique subsaharienne, dont Abdul Rahman *et al.* (2024) soulignent que les exploitations inférieures à 2 ha, sans mécanisation ni intrants, peinent structurellement à atteindre les rendements nécessaires pour assurer la sécurité alimentaire.

La prédominance de la polyculture Manioc-Haricot-Maïs présente des avantages en termes de gestion du risque climatique et de complémentarité nutritive. Elle correspond aux pratiques de diversification de cultures identifiées par Dagunga *et al.* (2023) et Akanmu *et al.* (2023) comme facteurs de résilience agroécologique. Cependant, en l'absence d'intrants de qualité et d'accès aux marchés, ces pratiques demeurent insuffisantes pour générer des surplus commercialisables. Ongoma *et al.* (2025) soulignent que le comblement du yield gap en Afrique subsaharienne requiert une intensification durable associant agriculture climato-intelligente, agroforesterie et semences améliorées à cycle court approches dont l'adoption reste quasi nulle dans la zone d'étude (variétés précoces: 7,33 % seulement).

Le contexte du conflit aggrave structurellement l'ensemble de ces contraintes. FEWS NET (2023) documente pour la province de l'Ituri une réduction des superficies emblavées liée à la présence de groupes armés et une production agricole consécutivement inférieure à la moyenne sur plusieurs saisons consécutives. L'initiative R4 du programme alimentaire mondiale, PAM (2022) qui combine assurance agricole indiciaire, Champs Écoles des Producteurs et filets de sécurité a montré, dans des contextes analogues (Éthiopie, Kenya, Zimbabwe), qu'elle améliore significativement la sécurité alimentaire des ménages vulnérables, mais son déploiement requiert une stabilité sécuritaire minimale qu'il conviendra de restaurer dans la chefferie étudiée.

Une insécurité alimentaire et nutritionnelle de niveau critique

Le SCA composite (35,0) situe les ménages en catégorie limite, cohérent avec la situation d'une zone de post-conflit en Ituri. Ce résultat est comparable à celui de Kamara (2018) à Lubunga/Kisangani (SCA = 27,6), soulignant le

gradient urbano-rural de la sécurité alimentaire. Ce gradient est documenté à l'échelle continentale par le rapport SOFI 2023 (FAO *et al.*, 2023), qui relève que les zones rurales d'Afrique centrale sont les plus touchées par la stagnation des progrès nutritionnels depuis 2020. Il est amplifié dans les zones post-conflit par la destruction des circuits marchands et le faible accès aux protéines animales, comme en témoigne la consommation de viandes et poissons limitée à 1,51 jours par semaine dans la présente étude.

La prévalence du retard de croissance (82 %, dont 63,9 % sévère) est particulièrement alarmante et mérite une attention spécifique. Elle dépasse largement le seuil d'urgence OMS de 40 %, excède les données africaines les plus récentes prévalence continentale de 30 % en 2022 (UNICEF *et al.*, 2025) et est très supérieure aux chiffres de référence au Bénin: 42,8 % (Zinzindohoué, 2012) et dans d'autres territoires de conflit en RDC: 21,6 % à Mitwaba (FAO et PAM, 2014). Ces écarts suggèrent que la combinaison post-conflit prolongé, pauvreté alimentaire chronique et déficit en protéines crée un contexte nutritionnel particulièrement délétère pour les enfants de moins de cinq ans. La Banque Mondiale (2022) rappelle que le retard de croissance compromet non seulement le développement physique, mais aussi les capacités cognitives et le capital humain à long terme, avec des répercussions économiques nationales mesurables. En 2022, 148 millions d'enfants dans le monde présentaient un retard de croissance, et l'Afrique subsaharienne enregistrait une augmentation de plus de 2 millions de cas entre 2020 et 2022 (UNICEF *et al.*, 2025) tendance contraire à l'objectif de l'AMS de réduire ce chiffre de 50 % d'ici 2030.

La RDC constitue l'épicentre de cette crise régionale. Selon l'analyse IPC de septembre 2023, plus de 25 millions de personnes se trouvaient en situation de crise ou d'urgence alimentaire (PAM, 2023). La mise à jour semestrielle du rapport mondial sur les crises alimentaires de 2024 confirme que les conflits dans l'Est du pays représentent le principal facteur déterminant, causant des dommages massifs aux moyens d'existence ruraux et perturbant la production agricole essentielle (FSIN, 2024). La situation de la Chefferie des Walendu Bindi s'inscrit dans cette dynamique macro régionale, en constituant un cas emblématique.

Des stratégies de résilience révélatrices d'une vulnérabilité profonde

La prédominance de l'emprunt alimentaire (72 %) et du travail dans les champs d'autrui (49,3 %) correspond à ce que CSI désigne comme des stratégies de crise (ACF, 2009). Ces comportements impliquent une dépendance croissante vis à vis des réseaux sociaux et une dégradation progressive des moyens de subsistance. Muriuki *et al.* (2024) montrent, sur données d'enquête ménages en Uganda et au Malawi, que le niveau de capital scolaire, la propriété foncière et l'accès à l'eau potable sont les déterminants les plus robustes de la résilience alimentaire face aux conflits et chocs, soit précisément les dimensions les plus déficitaires dans la chefferie étudiée. Maître d'Hôtel *et al.* (2023) confirment, au Burkina Faso, que les ménages ruraux exposés aux conflits armés qui concentrent leurs stratégies d'adaptation sur l'endettement alimentaire et la vente d'actifs présentent une probabilité de retombée en insécurité alimentaire sévère plus de deux fois supérieure à celle des ménages disposant de filets de sécurité institutionnels.

La réduction des rations alimentaires (41,3 %) et du nombre de repas (34,7 %) stratégie de survie selon la classification CSI confirme l'état de détresse alimentaire avancée. Ces comportements sont cohérents avec les enquêtes PAM et UNICEF (2006) en Afrique de l'Ouest. Badewa et Mulugeta (2023) soulignent, dans une étude sur les interventions multisectorielles au Nigeria, que l'aide alimentaire seule, sans renforcement des moyens d'existence s'avère insuffisante pour rompre le cycle de la dépendance dans les zones de post-conflit, et appellent à articuler aide d'urgence et développement communautaire à long terme selon l'approche du triple nexus humanitaire développement paix.

Le stockage des aliments après récolte (97,3 %) représente la stratégie préventive quasi universelle, témoignant d'une conscience collective du risque saisonnier. Cependant, l'absence d'infrastructures adéquates en limite fortement l'efficacité. Des innovations à faible coût greniers améliorés, sacs hermétiques PICS, séchage solaire ont démontré leur efficacité pour réduire les pertes post-récolte chez les petits exploitants en Afrique subsaharienne (Akanmu *et al.*, 2023). Leur diffusion requiert un accompagnement technique et financier minimal que la zone étudiée ne reçoit qu'insuffisamment peu.

Enfin, la très faible adoption des variétés précoces (7,33 %) illustre l'ampleur du fossé entre les recommandations de la recherche agronomique et les réalités du terrain. Des revues systématiques récentes montrent que l'agriculture climato-intelligente intégrant variétés résilientes à cycle court, pratiques de conservation de l'eau et gestion intégrée de la fertilité des sols améliore significativement les rendements et la sécurité alimentaire des ménages ruraux vulnérables en Afrique subsaharienne, même en contexte de chocs multiples (Abdul Rahman *et al.*, 2024; Ongoma *et al.*, 2025). Dans les zones post conflit comme la Chefferie des Walendu Bindi, la diffusion de ces pratiques, combinée à un programme de réintégration socio-économique, constitue un levier d'intervention à fort potentiel d'impact.

CONCLUSION

Cette étude documente de manière empirique la situation de l'agriculture familiale, de la sécurité alimentaire et des stratégies de résilience dans une zone post-conflit de la province de l'Ituri (RDC). Trois constats principaux se dégagent:

Premièrement, les systèmes de production agricole sont de type traditionnel et de subsistance très petites superficies (0,155 ha), outillage manuel exclusif, absence totale d'intrants améliorés, prédominance de la main d'œuvre familiale. Ces caractéristiques limitent structurellement la productivité et la capacité à dégager des surplus, dans un contexte où les effets résiduels du conflit armé continuent de peser sur les capacités productives.

Deuxièmement, la sécurité alimentaire et nutritionnelle est gravement compromise. Un SCA limite (34,99), une prévalence du retard de croissance de 82 % (dont 63,9 % sévère) et une insuffisance pondérale de 34,4 % chez les enfants de 6 à 59 mois constituent des indicateurs alarmants, bien au-dessus des seuils d'urgence OMS et des moyennes africaines récentes. La RDC concentre la plus grande crise alimentaire d'Afrique, avec 25,6 millions de personnes en situation critique en 2024.

Troisièmement, les stratégies de résilience relèvent principalement de mécanismes de crise à court terme (emprunt alimentaire: 72 %; réduction des rations: 41,3 %) qui fragilisent les conditions de vie à long terme. Des recherches récentes confirment que, sans appui extérieur structuré, ces stratégies entretiennent le cycle de la vulnérabilité.

Ces résultats plaident pour des interventions à double horizon: (i) répondre à l'urgence nutritionnelle immédiate, notamment par des programmes de nutrition thérapeutique ciblant les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes ou allaitantes; (ii) renforcer durablement les systèmes de production agricole par l'accès aux intrants améliorés, au crédit agricole, aux semences résilientes à cycle court, aux Champs écoles paysans (CEP) et aux infrastructures de stockage post récolte (PICS bags, greniers améliorés), en s'appuyant sur les approches d'intensification durable et climato-intelligente.

Des recherches futures gagneraient à examiner les dimensions de genre dans l'accès aux ressources productives, les effets des interventions humanitaires sur les trajectoires de résilience, la dynamique de récupération nutritionnelle en contexte de post-conflit, et le potentiel de diffusion des pratiques agroécologiques dans les zones post-conflit d'Afrique centrale.

RÉFÉRENCES

- Abdul Rahman N., Kotu B.H., Tetteh F.M., Karikari B., Akinseye F.M., Ansah T., Mutungi C., Kizito F. (2024). Sustainable intensification of smallholder farming systems in Sub-Saharan Africa and South Asia. *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 8: 1399430.
- ACF (2009). Évaluation de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence (SA et ME): Guide pour le terrain. Politique de l'évaluation de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence Département Technique. 279p
- Akanmu A.O., Akol A.M., Ndolo D.O., Kutu .FR., Babalola O.O. (2023). Agroecological techniques: adoption of safe and sustainable agricultural practices among the smallholder farmers in Africa. *Front. Sustain. Food Syst.*, 7:1143061.
- Badewa A.S., Dinbabo M.F. (2023). Multisectoral intervention on food security in complex emergencies: a discourse on regional resilience praxis in Northeast Nigeria. *GeoJournal*, 88: 1231–1250.
- Banque Mondiale (2022). Nutrition vue d'ensemble. Washington, D.C.
- Berti F., Lebailly Ph. (2008). L'agriculture familiale africaine au cœur des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Unité d'Économie et Développement rural, Gembloux Agro-Bio Tech, Université de Liège, 15 p.
- Beyene F., Senapathy M., Bojago E., Tadiwos T. (2023). Rural household resilience to food insecurity and its determinants: Damot Pulasa district, Southern Ethiopia. *Journal of Agriculture and Food Research*, 11:100500.
- CSA (2012). S'entendre sur la terminologie. Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale, 39e session. FAO, Rome, 17 p.
- Dagunga G., Ayamga M., Laube W., Ansah I.G.K., Kornher L., Kotu B.H. (2023). Agroecology and resilience of smallholder food security: A systematic review. *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 7: 1267630.
- Delfosse C. (2015). L'agriculture familiale. *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, 92: 283–287.
- FAO et PAM (2013). Bulletin trimestriel d'information sur la sécurité alimentaire en RDC, Rapport N° 7/2013. 11 p.
- FAO, FIDA, OMS, PAM, UNICEF (2017). L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017. FAO, Rome. 144 p.
- FAO, FIDA, OMS, PAM, UNICEF (2023). L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023. FAO, Rome.

- FAO, FIDA, OMS, PAM, UNICEF (2024). L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024. FAO, Rome.
- FAO, UA, PAM (2023). Situation régionale africaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition Statistiques et tendances 2023. FAO, Rome.
- FAO (1996). Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation. FAO, Rome.
- FAO (2014). La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2014.
- FAO, IPC (2024). République Démocratique du Congo: Analyse IPC de la sécurité alimentaire aigüe (octobre 2024). FAO, Rome.
- FEWS NET (2023). Besoins en assistance alimentaire concentrés dans les zones de conflits de l'Est. Perspectives sur la sécurité alimentaire, juin 2023. USAID/FEWS NET.
- Food Security Information Network (2024). Rapport mondial sur les crises alimentaires 2024-Mise à jour semestrielle.FSIN/GRFC, Rome.
- IFPRI (2023). Rapport sur les politiques alimentaires mondiales 2023: Repenser les réponses aux crises alimentaires. IFPRI, Washington, D.C.
- Kamara M., Salumu P.K., Kabuita L.M., Lilala B.M. (2021). Incidence de la dépréciation du franc congolais sur la sécurité alimentaire des ménages. *Rev. Mar. Sci. Agron. Vét.*, 9: 301-306.
- Lebailly Ph., Michel B., Ntoto R. (2014). Quel développement agricole pour la RDC ? Centre d'études pour l'Action sociale (CEPAS)/CRISP, Bruxelles. 19 p.
- Maître d'Hôtel E., Béné C., Pelloquin R. (2023). Resilience of food system actors to armed conflicts: empirical insights from Burkina Faso. *Food Security*, 15: 1275–1292.
- Muriuki J., Hudson D., Fuad S. (2024). Household resilience and mitigating strategies to conflicts and shocks: Evidence from household data in Uganda and Malawi. *Agrekon*, 63: 65–81.
- Ndiaye M. (2014) Indicateurs de la sécurité alimentaire Intégrer les programmes de nutrition et de sécurité alimentaire en situation d'urgence et pour le renforcement de la résilience. Atelier Régional de Formation: 10-12 Juin 2014 Afrique de l'Ouest/Sahel, Saly, Sénégal.
- Ongoma V., Brouziyne Y., Bouras E.H., Chehbouni A. (2025). Closing yield gap for sustainable food security in sub-Saharan Africa: Progress, challenges, and opportunities. *Frontiers in Agronomy*, 7: 1572061.
- PAM (2021). La crise de la sécurité alimentaire en République Démocratique du Congo-Communiqué de presse. Programme Alimentaire Mondial.
- PAM (2022). Achieving long-term food security in DRC is all about building resilience (Commentary). WFP.
- PAM (2023). Plus de 25 millions de personnes confrontées à des niveaux de crise ou d'urgence en RDC. Communiqué de presse, septembre 2023.
- Tollens E. (2003). État actuel de la sécurité alimentaire en RDC: Diagnostic et perspective. Working paper n° 77. Univesiteit Leuven, 48p.
- UNICEF, WHO, World Bank (2025). Joint Child Malnutrition Estimates (JME) 21 juillet 2025.
- Zinzindohoué E. (2012). État des lieux de la sécurité alimentaire dans le département de l'Atacora (au Nord-Ouest du Bénin) et analyse des politiques publiques. Mémoire de Master, CERAH, Genève.